Bulletin d'histoire politique

Charles Gagnon, Feu sur l'Amérique (Écrits politiques, vol. I, 1966-1972), Lux Éditeur, 2006, 213 p.

Jean-Marc Potte

B
H
P

Volume 15, numéro 3, printemps 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054574ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054574ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Potte, J.-M. (2007). Compte rendu de [Charles Gagnon, Feu sur l'Amérique (Écrits politiques, vol. I, 1966-1972), Lux Éditeur, 2006, 213 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 15(3), 311–318. <https://doi.org/10.7202/1054574ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Charles Gagnon, *Feu sur l'Amérique*
(Écrits politiques, vol. I, 1966-1972),
Lux Éditeur, 2006, 213 p.

JEAN-MARC PIOTTE
Professeur associé
Département de science politique
Université du Québec à Montréal

Robert Comeau m'a demandé de réagir aux textes de Charles Gagnon couvrant la période qui précède son adhésion au marxisme-léninisme. Je porte un double chapeau qui me rend mal à l'aise. D'une part, j'ai été un acteur politique qui, durant cette période, partageait avec Charles le même objectif révolutionnaire, mais en privilégiant une voie différente. Compte tenu des rapports acrimonieux qui divisaient les différentes tendances de la gauche dans les années 1960 et 1970, nos rapports n'avaient rien d'amicaux, contrairement à ce qu'affirment les auteurs des notes biographiques¹. D'autre part, comme intellectuel et analyste, je me donne comme tâche d'expliquer le plus clairement et honnêtement possible les fondements des positions défendues alors par l'auteur, tout en les situant parfois dans la petite histoire de la gauche, afin de compléter les notes biographiques et, à l'occasion, d'en rectifier certaines erreurs.

Mon exposé sera divisé en cinq parties : l'union de la théorie et de la pratique, la lutte armée, l'anti-nationalisme, la lutte contre l'impérialisme américain et l'adieu au FLQ.

LA THÉORIE ET LA PRATIQUE

Charles Gagnon est sans doute un des intellectuels québécois ou l'intellectuel québécois qui, à travers toutes ses périodes de militance, a consacré sa vie à tenter de mettre la théorie au service de la pratique. Dans sa période

réformiste, il œuvre à l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM), à l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ), aux Chantiers de Saint-Henri et à l'Action sociale étudiante. Dans la période suivante, la mise sur pied de la revue *Révolution québécoise* a son pendant organisationnel dans la création du Comité des chômeurs dont l'objectif est de développer un mouvement d'agitation politique. Cette revue se distingue de *Parti pris* dont Charles condamne le nationalisme et le laïcisme, jugés bourgeois². Charles Gagnon et Pierre Vallières y préconisent l'action révolutionnaire, sans encore adhérer à la lutte armée et au FLQ. Charles Gagnon a tout à fait le droit d'exclure de son recueil les textes précédant l'aventure felquiste, mais les raisons invoquées dans l'introduction m'apparaissent peu convaincantes³. La publication de ces textes aurait eu l'avantage de montrer l'énorme influence exercée par *Parti pris* sur les jeunes, y compris sur ceux qui quittèrent *Cité Libre* pour fonder *Révolution québécoise*, doublant ainsi à sa gauche *Parti pris*⁴.

LA LUTTE ARMÉE

À l'automne 1964, la revue *Parti pris* fonde le club du même nom, en vue de se donner un bras politique qui mettrait en pratique les idées développées dans la revue. Au printemps 1965, le club décide d'organiser une manifestation contre, si je me souviens bien, la Reine. Par une belle journée ensoleillée, une quarantaine de ses militants font le tour du Parc Lafontaine, invitant les badauds à venir manifester. À notre grand étonnement, des milliers nous suivent, descendant la rue Amherst où, près de la rue Ontario, nous attend la brigade policière dont l'intervention transforme cette manifestation en émeute. Cette action est, pour la gauche, le signe de notre efficacité ! Une vingtaine de militants liés à *Révolution québécoise*⁵, une douzaine de trotskistes sous l'égide de Michel Mill et une demi-douzaine de militants qui distribuaient des tracts aux portes des usines de Saint-Henri (le groupe de Hussereau) rejoignent les cent cinquante membres du club *Parti pris* pour former le Mouvement de libération populaire (MLP), nouveau pendant de la revue. Mais après des mois d'intenses activités de propagande et d'agitation, nous ne sommes pas plus nombreux, demeurant coupés du milieu syndical, de nos milieux d'étude ou de travail, ainsi que de nos familles respectives. Aussi, un débat s'engage sur la voie à suivre pour sortir de notre isolement et de notre marginalisation. Trois orientations se dégagent rapidement : l'une, animée par Vallières, favorable au FLQ, qui séduira une quinzaine de membres⁶ ; l'autre, proposée par les trotskistes, qui recueillera le

soutien de la grande majorité, préconisant de se joindre aux « vieux » militants syndicaux, dont Michel Chartrand, dans le Parti socialiste du Québec (PSQ)⁷ ; enfin, la dernière, l'entrisme au RIN, préférée par Andrée Ferretti.

La lutte armée du FLQ parcourt l'ensemble du recueil de Charles Gagnon, sauf son premier écrit en prison, « Les têtes à Papineau », qui constitue un intermède⁸, et le dernier, où il s'en éloigne. Charles Gagnon affirme que la lutte armée du FLQ est le seul moyen pour que l'individu se responsabilise⁹ et pour que la classe ouvrière se désaliène et développe une conscience révolutionnaire.

Les partis sociaux-démocrates, les syndicats et les coopératives ont sans doute obtenu des réformes favorables aux travailleurs, mais ils ont surtout favorisé leurs leaders qui se sont élevés dans l'échelle sociale, étant souvent cooptés par l'entreprise privée ou par l'État. Ces organisations n'ont rien apporté aux travailleurs, en tant que classe qui pourrait exercer le pouvoir. Elles ont au contraire diffusé un réformisme qui aliène le travailleur.

La violence est, sous des formes variées, inhérente à l'activité des travailleurs sous le capitalisme. Le FLQ doit non seulement organiser et développer cette violence « naturelle » des masses, mais faire comme si ces propres « actes de violence étaient le fait des travailleurs » eux-mêmes¹⁰. Il faut s'attaquer à ces dirigeants dont la présence masque l'exploitation de classe et susciter une répression de l'appareil d'État qui permettra aux travailleurs de développer une conscience de leurs intérêts fondamentaux, une conscience révolutionnaire :

Le premier pas dans la révolution, qui est aussi le premier dans le développement de la conscience de classe, est donc de s'attaquer à ces hommes, chefs d'entreprise, maires, députés et même chefs syndicaux, qui sont *les seuls représentants de l'exploitation* pour les travailleurs qui ont à souffrir de leurs activités et qui ne voient pas encore clairement que ces hommes, tout en collaborant au système, n'en sont pas toujours les éléments clés. Des attaques répétées et aussi violentes que la conscience des travailleurs impliqués peut les porter, entraîneront vite une réaction de la part de ceux qui vivent du système et qui sont aussi menacés, c'est-à-dire les politiciens vendus au système, les grandes entreprises, les grands fournisseurs de capitaux. C'est cette réaction *qui peut prendre bien des formes : retraits de capitaux, fermetures d'usine, répression populaire, lois antisyndicales, etc. et qu'on appelle généralement le "durcissement du pouvoir"* qui va entraîner la prise de conscience si nécessaire chez les travailleurs, la conscience qu'ils sont tous victimes d'un système anti-ouvrier et anti-cultivateur.

Bref, la répression, provoquée par la lutte armée, est la condition nécessaire au développement d'une conscience révolutionnaire, conscience qui, sans cette lutte, demeurerait au mieux réformiste.

L'ANTI-NATIONALISME

Charles Gagnon a toujours été anti-nationaliste. Dès son analyse des « Troubles de 1837-1838 », il se démarque des indépendantistes qui, dans le sillage de l'historien Maurice Séguin, font remonter les problèmes nationaux du Québec à la défaite des plaines d'Abraham. Aucune référence à cette défaite de l'empire français aux mains de l'empire anglais chez Gagnon, mais une analyse de la révolte des patriotes en terme de classes sociales qu'il oppose à celle, dominante, qui réduit le tout à une lutte de « races » ou de nations.

Cette rébellion et son échec seraient l'aboutissement du conflit entre trois classes sociales : la bourgeoisie aristocrate, classe dirigeante constituée presque exclusivement d'Anglais ; la classe intermédiaire, petite bourgeoisie, formée de Canadiens français et de Canadiens anglais ; les *habitants*, très majoritairement canadiens-français. C'est la petite bourgeoisie qui est le moteur de cette rébellion et qui lui donne un « caractère nationaliste indéniable ».

Dans tous les textes de l'auteur, le nationalisme est l'idéologie naturelle de la petite bourgeoisie, parfois de la fraction nationaliste de la bourgeoisie. Cette classe sociale peut vouloir s'affranchir du « colonialisme » politique d'Ottawa, s'autonomiser face au « colonialisme » économique du Canada et des États-Unis, mais sans jamais remettre en question le capitalisme qui répond à ses intérêts¹¹. Aussi, pour Gagnon, la révolution prendra une forme nationale, compte tenu de la situation « coloniale » du Québec et de l'influence exercée par la bourgeoisie nationale, mais devra viser la destruction du capitalisme et de l'impérialisme, pour supprimer l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière.

L'ANTI-IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Le texte « Feu sur l'Amérique »¹² reprend les thèses des écrits précédents, notamment l'anti-nationalisme et la lutte armée, mais il situe la lutte révolutionnaire du FLQ dans le contexte de l'Amérique, remplace la classe ouvrière comme moteur de la révolution par la classe des pauvres, les groupes nationaux colonisés et les jeunes, et attribue à la révolution des objectifs anarchistes. Voyons cela de plus près.

Au-dessous des classes dominantes et dirigeantes, l'auteur distingue trois classes : la classe ouvrière, la classe des pauvres et, entre les deux, une classe

intermédiaire. La première recoupe celle des producteurs formée « d'ouvriers spécialisés et bien rémunérés, composée essentiellement des employés des grandes corporations américaines, dont la majorité se trouve ainsi réunie aux États-Unis »¹³. Ils sont habituellement membres de syndicats affiliés à l'AFL-CIO. Cette classe de producteurs, même si elle ne doit pas être exclue du processus révolutionnaire, ne peut jouer le rôle d'avant-garde que lui attribuent les marxistes. Le ferment révolutionnaire se retrouve, au contraire, dans la masse des pauvres qui, en marge de la société d'opulence, vivent de travaux artisanaux, d'emplois précaires et mal payés ou d'assistance sociale.

Entre ces deux classes, se trouvent les travailleurs, nommés improductifs par Marx, qui forment la majorité de la main-d'œuvre des pays industrialisés : « Eux non plus, comme la classe des pauvres, n'appartiennent pas à la classe ouvrière telle que la définit le marxisme orthodoxe : ils ne produisent pas de biens, ils sont au service de la bureaucratie, ils sont dans les services publics, dans l'éducation, la santé, le commerce, les transports, etc. »¹⁴. Ces travailleurs sont souvent représentés par des syndicats nationaux qui, comme la CSN, s'intéressent, davantage que l'AFL-CIO, aux questions sociales et sont davantage respectueux de l'autonomie des syndicats locaux. Cette classe, lorsqu'elle appartient à des groupes nationaux colonisés, peut devenir un acteur important de la révolution.

Gagnon classe indifféremment dans les groupes nationaux ou ethniques colonisés les Noirs, les Amérindiens, les Métis, les Portoricains, les Mexicains, les Acadiens et les Québécois. Ces groupes subissent le racisme blanc anglo-saxon dominant en Amérique du Nord. Le racisme est une caractéristique nécessaire de l'impérialisme américain. Ces groupes, dont un nombre appréciable de représentants se retrouvent dans la classe des pauvres, constituent, sous des formes variées, l'avant-garde de la lutte anti-capitaliste, anti-raciste et anti-impérialiste : « Les Afro-américains, les Mexicains, les Portoricains, les Amérindiens, les Acadiens et les Québécois constituent la majorité des exploités du continent. À eux revient de prendre l'initiative d'un vaste mouvement révolutionnaire à l'échelle du continent »¹⁵.

À la classe des pauvres et aux groupes ethniques colonisés qui constituent « le ferment de la révolution », Charles Gagnon ajoute une catégorie définie par l'âge, les jeunes, qui en seraient « le ferment » : « Il est significatif en effet qu'outre par les pauvres, rejetés totalement de l'ordre capitaliste, la société américaine, sa civilisation, ses valeurs soient aussi contestées de façon radicale par ces marginaux que sont les hippies, par des intellectuels, par des étudiants et, d'une façon générale, par une population toujours croissante de la jeunesse dans son ensemble »¹⁶.

Cette jeunesse est à la source d'une critique de la civilisation nord-américaine :

Les développements de la société industrielle, qui ont conduit à la « religion de l'économie et de la technique », ont détruit les communautés humaines. Des agglomérations comme New York, Detroit, Los Angeles, Montréal, ne sont pas des communautés humaines qui permettent à l'homme actuel le plein épanouissement de ses facultés [...] Elles entraînent, pour le motif suprême de l'efficacité, la constitution d'un appareil administratif monstrueux qui étouffe les individus et sur lequel ils n'ont aucune influence [...] L'homme nord-américain est au fond le plus dépossédé des hommes de la terre. Tout se passe en dehors de lui, sans lui, indépendamment de lui. Sa vie, loin d'être une incessante conquête, une continuelle création d'elle-même par ses actions sur son milieu physique et social, est en somme un réseau de dépendances, d'aliénations, de privations... au profit d'un système auquel il ne comprend rien. Il travaille pour gagner de l'argent ; il gagne de l'argent pour le dépenser¹⁷.

Charles Gagnon manifeste de la sympathie pour une jeunesse qui partage les idéaux anarchistes :

Alors que les communistes se rallient encore dernière la « dictature du prolétariat » comme objectif, la jeunesse, elle, veut mettre un terme à *toute* dictature. Elle ne demande pas le pouvoir ni pour elle ni pour d'autres : elle demande la participation de *tous* à *tout*. Si je ne m'abuse, c'est bien là l'objectif que Marx assignait au communisme : ce qu'apparemment bien des communistes ont oublié depuis longtemps !¹⁸

Cependant, Gagnon s'oppose à ceux qui valorisent la lutte spontanée des individus et des masses pour récuser la nécessité d'un parti centralisé et autoritaire. Aux anarchistes qui affirment qu'on ne peut détruire un pouvoir centralisé et autoritaire en utilisant les mêmes moyens, Gagnon rétorque que l'unité des classes exploitées, requise pour vaincre le capitalisme, le racisme et l'impérialisme, ne peut être construite sans un parti et que celui-ci, au Québec, est le FLQ : « La voie révolutionnaire réside dans l'action révolutionnaire et dans l'action populaire. Seul, le Front de libération du Québec (FLQ) a jusqu'ici pris la voie correcte qui réunit l'action (violente ou pas, clandestine ou pas), la formation et l'organisation »¹⁹.

L'ADIEU AU FLQ

Dans le dernier texte du recueil, Charles demeure anti-nationaliste et anti-réformiste (il ne voit rien de bon dans une éventuelle mise sur pied d'un parti social-démocrate), mais rompt avec le FLQ dont il avoue que la violence « spontanéiste » est coupée des luttes populaires²⁰.

Gagnon semble ne rien retenir de ses analyses de « Feu sur l'Amérique » sur le rôle révolutionnaire de la classe des pauvres, des groupes colonisés et de la jeunesse. Au contraire, il revient au rôle révolutionnaire des classes laborieuses, particulièrement de la classe ouvrière. Avec l'oubli de la jeunesse, il fait silence sur les idéaux anarchistes.

Cet article en est un de transition dans lequel « les problèmes posés par la mise sur pied du parti révolutionnaire des masses paraissent aujourd'hui encore sans solution »²¹. On le sait maintenant : Charles Gagnon croira trouver cette solution dans le marxisme-léninisme et dans l'application au Québec des thèses du *Que faire* ?

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. p. 205.

2. « La revue *Parti pris* mettait sur le même pied nationalisme et socialisme, y ajoutant même, en bon bourgeois, le laïcisme ! », (p. 64).

3. « Ce choix reflète sa volonté de rendre compte d'abord de l'articulation entre action et réflexion, par la nécessité d'une pensée ancrée dans une *praxis*. Ces textes visent en somme à dévoiler moins la "révolte", ou l'engagement exclusivement intellectuel, que la réflexion révolutionnaire. » (p. 9)

4. Cette longue phrase de Charles Gagnon résume bien l'influence de *Parti pris* : « C'est en 1964 que j'ai réalisé que les problèmes des Québécois qui jusqu'alors m'étaient apparus isolément, comme des problèmes d'insertion individuelle dans la société, comme des problèmes sociaux de chômage, de bas salaires, comme des problèmes culturels de langue, d'identité collective, c'est en 1964 que, pour ainsi dire, j'ai compris que tous les problèmes des Québécois, y compris les miens, ne trouveraient leur solution que dans une transformation complète de la société québécoise, dans la libération collective du peuple tout entier, unique chemin pour parvenir à la libération individuelle de l'ensemble des Québécois. » (p. 181)

5. Charles Gagnon « fait partie de l'équipe » qui refuse de suivre Vallières (p. 181), *Parti pris* étant jugé trop nationaliste. Il ne peut donc pas, avec celui-ci, être l'un des principaux animateurs du MLP, comme il est affirmé en p. 202.

6. C'est dans le cadre de ce débat que je publierai un article critiquant la stratégie felquiste : « Où allons-nous ? », *Parti pris*, vol. 3, n° 1 et 2, août-septembre 1965.

7. Après tant d'années, j'ai encore l'impression que les dés étaient jetés dès la formation du MLP, Vallières et Mill voulant y recruter des membres, le premier pour le FLQ, le second pour le PSQ.

8. Gagnon y oublie la violence, défendant l'étude, l'agitation et la propagande, disant même qu'il faudrait peut-être ressusciter le MLP... (p. 89)

9. « On apprend à exercer le pouvoir le jour où on décide de prendre ses affaires en main et qu'ensuite on demeure fidèle à cet engagement. C'est là le premier pas

dans la voie de la désaliénation : se sentir responsable de ses affaires, des affaires à la collectivité à laquelle on appartient. Cela est impossible sans la lutte armée. » (p. 18)

10. p. 27.

11. « Nous avons vu que le développement du nationalisme est la conséquence directe de la prise de conscience par les petits bourgeois d'une collectivité colonisée que leurs intérêts entrent en contradiction avec ceux des colonisateurs impérialistes, contradiction qui est une manifestation même du capitalisme. Ce n'est donc pas un phénomène d'abord ethnique ou nationaliste, ainsi qu'on essaie de le faire croire dans les milieux bourgeois, parce qu'alors les travailleurs de la même nation seraient impliqués *directement et au même titre* que les bourgeois dans les revendications nationalistes. » (p. 68)

12. Lire l'excellente analyse d'Ivan Carel, qui situe bien ce texte dans son contexte historique, parue dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 1, automne 2006, p. 149-161.

13. p. III-II2.

14. p. 112.

15. p. 118.

16. p. 118.

17. p. 121-122.

18. p. 128.

19. p. 151.

20. Je ne comprends pas le qualificatif de « spontanéiste » donné à la violence du FLQ, qui n'avait rien de spontanée, mais était organisée et pratiquée, pour et à la place des masses, par des militants de la lutte armée.

21. p. 198.